

International

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2018 À MADAGASCAR : QUOI DE NEUF ?

François Backman

08/02/2018

Suite à l'élection présidentielle malgache de décembre 2018 qui a vu le retour à la présidence d'Andry Rajoelina, François Backman revient sur le déroulement du scrutin, le « positionnement » des principaux candidats, et les attentes et défis du « nouveau » président.

Madagascar est potentiellement riche, très riche même, et stagne en bas de tous les classements internationaux, les trois quarts de ses habitants vivant sous le seuil de pauvreté. C'est l'un des seuls pays à avoir vu le niveau de vie de sa population baisser depuis son indépendance. Les 7 novembre et 19 décembre 2018, la Grande Île a connu une élection présidentielle. C'est Andry Rajoelina, président de 2009 à 2013, qui est revenu au pouvoir.

Apportons quelques rapides coups de projecteurs sur certains aspects très « africains » de cette élection. En effet, que ce soit au niveau des thèmes de campagne et des discours, des façons de faire et de dire des principaux candidats, des formes de mobilisation collective, de la place de l'argent, un observateur togolais ou ivoirien, malien ou kenyan, mis au fait de quelques particularismes insulaires ne serait pas vraiment dépaysé.

Une kyrielle de candidats pour une finale connue d'avance

Après diverses péripéties qu'il est inutile de relater ici, l'électeur malgache devait choisir entre trente-six candidats parmi lesquels trois anciens Premiers ministres, onze anciens ministres et quatre anciens présidents. Parmi ce dernier quatuor, si l'on passe sur la candidature anecdotique de Didier Ratsiraka, « l'amiral rouge » quasi-nonagénaire, on trouvait Marc Ravalomanana, soixante-huit ans, au pouvoir de 2002 à 2009, puis son tombeur à la suite d'un crypto-coup d'État mettant le pays au ban des nations, Andry Rajoelina, quarante-quatre ans, à la tête du pays jusqu'en 2013. Venait enfin Hery Rajaonarimampianina, l'actuel président, ayant démissionné de son mandat pour se représenter (c'est obligatoire à Madagascar). Si le bulletin de vote était à rallonge, le tiercé de tête était évident, c'est entre les trois anciens locataires du Palais d'Iavoloha que les choses allaient se jouer.

Commençons par Hery Rajaonarimampianina, ex-ministre des Finances d'Andry Rajoelina qui, à son arrivée en 2014, héritait d'une situation difficile. Il a passé une partie de son mandat à réintégrer Madagascar dans le concert mondial, à tenter de faire revenir les investisseurs et à démontrer que le pays était sur la bonne voie. Qu'a-t-il dit à son peuple durant cette période ? Pas grand-chose, c'est le moins que l'on puisse dire. Lors de ses vœux de la fin 2014, dans une allocution d'une dizaine de minutes, il avouait que sa première année de mandat n'avait pas changé les choses, se plaçant certes non sans tort en Sisyphe héritant d'une situation catastrophique. Bref, dès le départ, il apparaissait fragile et quelque peu dépassé. Début 2018, face à diverses tentatives de déstabilisation, il essaye de démontrer son volontarisme et ses réalisations en brandissant les « sept vertus cardinales » guidant son action et « sept moteurs de croissance » avec son plan *Fisandratana 2030*, devant amener Madagascar à la sacro-sainte Émergence. Mais, au-delà des discours, il ne peut qu'acter son impuissance : à quelques jours du premier tour de l'élection, il déclare qu'« on ne peut pas corriger autant de pauvreté en cinq ans ». Si son mandat a vu quelques avancées et le retour des bailleurs institutionnels, les Malgaches, dont les conditions de vie n'en finissent pas de se dégrader, restent toujours dans l'attente. *Miala Rajao* (dégage !), pouvait-on entendre à son égard dans les rues d'Antananarivo.

À défaut de bilan parlant, de projet un tant soit peu connecté et d'une réelle stratégie de communication de président « sortant », ne lui restait donc comme solution que de partir à la bataille avec un moyen bien connu : l'argent. Mais ses deux principaux concurrents en disposaient également, et même sur ce point, « Hery », personnage non dénué de qualités par ailleurs mais président « carbonisé », sans vision, sans grand charisme, sans stratégie, sans équipe fidèle, ne faisait pas le poids.

Restaient donc Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, les deux anciens *Prezida* empêchés de se présenter lors de l'élection de 2013, tous deux d'ethnie merina, le premier protestant, le second catholique. En 2018, on assistait donc au match retour entre les deux oligarques, Rajoelina ayant déposé Ravalomanana dix ans auparavant.

Commençons par Marc Ravalomanana qui, après un exil sud-africain, revenait au pays pour « reprendre son job ». Après diverses péripéties liées à ce *come-back* sur lesquelles on ne s'étendra pas, il se lance dans la campagne, aidé par sa femme, maire d'Antananarivo. Celui qui au cours de son passage au pouvoir avait vu le chiffre d'affaires de son entreprise multiplié par quatre, celui qui déclarait qu'un pays se gérait comme une entreprise, revenait et on allait voir ce qu'on allait voir... Espérant surfer sur le « c'était mieux avant » et sur l'image du retour de l'enfant prodigue, en chemise blanche et cravate rouge, *Dada* (Papa) comme l'appellent certains, promet monts et merveilles.

De son côté, Andry Rajoelina, alias « TGV », n'est pas en reste. Il coche toutes les cases d'une campagne politique professionnelle, qui dans le genre pourrait servir de modèle à nombre d'hommes politiques francophones du continent. Après une longue diète médiatique, il lance fin janvier 2018, depuis Paris, son projet *Initiative pour l'Émergence de Madagascar*. Il publie un livre dans lequel il fait son *mea culpa* et entend se poser en homme responsable ayant tiré les leçons des échecs malgaches, le sien y compris : « J'ai réfléchi, j'ai fait des erreurs, j'ai une vision, j'ai un plan, des soutiens et les moyens d'y parvenir », telle est la ligne. À cela, s'ajoute une campagne de *public relations* bien faite puisqu'on le voit dans tous les titres de presse qui comptent sur le continent, tout ceci s'adressant bien évidemment aux élites. Il se déclare ensuite candidat en août 2018, s'appuyant sur son parti et sur ses soutiens financiers.

Dès la rentrée, les deux rivaux partent à la bataille dans une débauche de moyens assez hallucinante, les frais de campagne n'étant pas limités à Madagascar : meetings ponctués de feux d'artifices, distributions de sacs de riz, de mobylettes, de bétail, sans oublier les traditionnels tee-shirts. Les médias de l'un tapant sur ceux de l'autre, etc. Sur le plan politique, les promesses et les projets pleuvent à grands coups de slogans populistes. Tout est bon pour caresser l'électeur dans le sens du poil et le faire venir aux urnes le jour J.

Au soir du premier tour, Hery le sortant est éliminé et ne donne aucune consigne de vote. On émet les traditionnelles critiques contre la Commission électorale indépendante, un grand classique en Afrique. Les missions d'observations électorales de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la francophonie et autre Communauté de développement d'Afrique australe se déclarent globalement satisfaites. Grand classique toujours.

Dada et TGV enclenchent alors tractations et discussions avec diverses forces politiques, notamment du côté des anciens soutiens de l'ex-président éliminé. Et le second tour se déroule comme le premier : moyens faramineux, promesses à tout va, visite aux *Barea* qui pour la première fois ont qualifié le pays pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de 2019, distributions de petits cadeaux, etc. Les deux finalistes usent de métaphores bibliques en mode homme providentiel, instrumentalisant une fois de plus la religion, etc. Les débats télévisés sont âpres et tous les commentateurs y vont de leurs pronostics.

Les résultats sont sans appel. Andry Rajoelina est élu avec 55% des voix et, après diverses tergiversations, Marc Ravalomana accepte sa défaite. Contrairement à ce que les Cassandra prédisaient, l'alternance s'est déroulée de manière apaisée et l'on échappe donc à une énième crise post-électorale, quasi-coutumière jusqu'à présent. Le vendredi 18 janvier à 11 heures, Andry Rajoelina devient officiellement *Prezida*.

Mais c'est surtout l'abstention qui a encore gagné puisque plus de la moitié des électeurs ne se sont pas déplacés. Dans la région d'Ihorombe, au sud du pays, on atteint les trois quarts. Est-il besoin d'évoquer ici les trois millions d'électeurs potentiels non inscrits sur les listes ? Ainsi, avec 2,6 millions de voix, Andry Rajoelina a été élu avec moins de suffrages qu'il n'en fallait un quart de siècle plus tôt pour accéder à la magistrature suprême, alors que dans le même temps la population a plus que doublé... Signe du discrédit des élites politiques et du manque de confiance des populations à l'égard d'un personnel souvent pas au niveau des défis, et totalement déconnecté de leurs attentes. Certes, ce phénomène n'est pas spécifique à la Grande Île.

Un « nouveau » président pour quelle présidence ?

Cette élection a mis une fois de plus en lumière les problèmes agitant Madagascar, certains remontant à la période précoloniale : construction d'un État digne de ce nom, problématique de la nation, poids du religieux, divisions ethniques et claniques, question du leadership. Le tout sur fond de décomposition des valeurs traditionnelles qui maintiennent bon an mal an un semblant de cohésion dans une société de plus en plus fracturée.

L'image de la Grande Île véhiculée par la presse internationale et africaine est désastreuse. Insécurité multiforme et grandissante (près d'un Malgache sur deux craint de se faire attaquer chez lui), trafics en tous genres et à tous niveaux – du bois de rose aux ossements humains en passant par les vols de zébus et autres actes de banditisme (enlèvements contre rançon, etc.). La peste, véritable marronnier journalistique, cache une situation sanitaire affligeante. En témoigne la récente épidémie de rougeole qui a mis en lumière, si besoin était, le manque criant d'infrastructures sanitaires de premier échelon. Le désarroi de la jeunesse est avéré, même chose pour la déficience du système scolaire. Les affaires de corruption atteignent des sommets et, dans le genre, touchent au grand art. À Madagascar comme ailleurs, acheter un député ne pose guère de problème, il suffit d'y mettre le prix... Le tout sur fond de vente à la découpe des terres et des eaux territoriales aux investisseurs asiatiques. L'économie grise se porte donc à merveille et la situation n'est pas sans rappeler certains pays sahéliens.

Vu l'état dramatique du pays, le programme d'Andry Rajoelina tel qu'il l'a plus ou moins explicité dans sa plateforme *Initiative pour l'Émergence de Madagascar* paraît difficilement applicable, surtout dans les délais qu'il a indiqués. La fameuse Émergence, mot fourre-tout très apprécié des gouvernants africains, ne recouvre généralement rien de bien concret. Quand on n'a rien à dire, on parle d'émergence, cela rassure les bailleurs (et encore...) mais ne touche aucunement les populations et c'est souvent totalement hors-sol au regard de leur quotidien, pour preuve la campagne du président malien de l'été 2018. Tout le discours politique et les commentaires

journalistiques, les supputations sur les résultats des prochaines élections législatives prévues en mars 2019, ne passionnent guère. En effet, monsieur Rabearivelo qui doit faire face aux coupures d'électricité de la Jirama, l'EDF local, et aux diverses pénuries, qui trime pour quelques dizaines de milliers d'ariary et qui tremble pour l'avenir de ses enfants peu ou mal scolarisés, va-t-il s'intéresser aux longs discours et autres paroles lénifiants d'hommes politiques sur l'Émergence ? Non.

Les Malgaches ont des préoccupations plus terre-à-terre. Parmi leurs principales priorités, on trouve la sécurité, les infrastructures et les problèmes alimentaires. Si l'on s'intéresse à leur perception de l'action gouvernementale depuis dix ans, celle-ci se dégrade de manière continue. Aujourd'hui, les trois quarts de la population jugent mauvaise l'action des pouvoirs publics contre les violences et le crime. Huit Malgaches sur dix critiquent le manque d'infrastructures et près de neuf sur dix pensent que le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité alimentaire pour tout le monde. On reste dans des proportions similaires en matière de lutte contre le chômage, etc..

La tâche ne sera pas aisée pour le nouveau président qui a défini cinq secteurs stratégiques prioritaires pour sortir le pays de l'ornière (agrobusiness, mines, tourisme, économie bleue et artisanat). Andry Rajoelina veut aller vite et a beaucoup promis, s'inspirant dans son programme d'initiatives africaines existantes. De la construction de villes nouvelles à l'instar de Diamniado au Sénégal, en passant par la construction de spots touristiques haut de gamme de type seychellois. Certaines de ses déclarations peuvent d'ailleurs prêter à sourire quand il entend s'attaquer au secteur de l'emploi informel quand on sait qu'il occupe une place écrasante dans tous les pays africains.

Par-delà le catalogue de mesures et de réformes qu'entend prendre et mener Andry Rajoelina, la principale question pour Madagascar reste celle de l'État, et plus précisément de la construction d'un État de droit. En effet, l'État malgache est plus que moribond, la corruption et le népotisme règnent. La complaisance à l'égard d'agissements mafieux est évidente, certains députés ou autres ministres sont célèbres dans ce domaine. Certes, comme tout bon leader, il entend mener une politique de tolérance zéro (peut-on dire le contraire ?) et développer les organes de lutte contre la corruption et infractions assimilées. Sur ce point, comme sur d'autres, on attend de voir et beaucoup doutent de sa latitude d'action en la matière. En effet, pour un État faible doté de peu de ressources, avec un personnel politique dont l'action n'est pas toujours guidée par le bien commun et l'intérêt général, l'équilibre va être difficile à trouver entre lutte contre la corruption et développement de l'exploitation pétrolière ou du secteur minier, domaines connus pour leur environnement corruptogène... Et ce n'est qu'un exemple. Rappelons au passage que le budget de Madagascar, vingt-sept millions d'habitants, est égal à celui d'un département français comme la Réunion ou le Val-de-Marne.

Pour réussir, Andry Rajoelina doit relever trois défis qui sont tous en rapport avec la question de la construction d'un État de droit.

Le premier est de répondre urgemment aux attentes basiques de sa population : manger, se sentir en sécurité, et disposer d'un accès minimal aux infrastructures de base (eau, électricité). Il peut y parvenir en lançant des programmes d'urgence et en montant des mesures coup de poing initiant de véritables actions sur le long terme, ce qui est loin d'être le cas en Afrique. Les fameux Programmes présidentiels d'urgence et autres Programmes présidentiels d'urgences sociales ne sont pas toujours suivis d'effets sur le continent. Une fois les rodomontades de leur lancement passées, ils s'enterrent trop souvent dans les sables ou les poches de quelques-uns.

Le deuxième est de nouer des partenariats avec divers bailleurs privés sur des bases saines et transparentes, véritable défi à Madagascar, permettant de remonter un tant soit peu la pente. Si le climat des affaires reste toujours aussi mauvais, si Madagascar traîne encore une image d'économie à la dérive à peine capable de fournir de l'électricité à ses entreprises, personne ne viendra investir, sauf les traditionnelles structures voutour qui se moquent du développement du pays.

Le troisième reste celui de la connexion aux attentes de sa population et pas seulement à celles des élites mérinas de la capitale. En effet, il s'agira de cultiver une proximité minimale avec le Malgache « moyen », sinon Andry Rajoelina se retrouvera, comme nombre de ses homologues du continent, coupé plus encore de sa population. S'il ne parle pas à son peuple, celui-ci se détournera de lui – à supposer que le résultat de l'élection montre qu'il se soit tourné vers lui... – et Madagascar risque de continuer à stagner, voire retourner dans ses errements passés.

Depuis son éviction en 2013, Andry Rajoelina dit avoir changé et se veut plein de projets qui sur le papier peuvent paraître porteurs d'espoir. Mais Madagascar a également changé, la situation est devenue encore plus difficile. Les pratiques illicites sont monnaie courante, l'État reste marqué par une faiblesse assez impressionnante et les entraves à une bonne gouvernance restent particulièrement fortes. Aura-t-il la volonté et la capacité d'en finir avec les arrangements en mode malgache ? Sera-t-il secondé par une équipe compétente et intègre tranchant avec les travers iliens ? Le choix annoncé d'Andry Rajoelina est clair en apparence et de surcroît juste : le développement pour tous doit remplacer le business pour quelques-uns. Mais on est à Madagascar...